

FORUM SUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR FORESTIER

Du 17 au 19 février 2009
Brazzaville

Par Pierre EKIAMA
Consultant National

I. INTRODUCTION

L'élaboration de ce document tient compte des termes de référence mis à la disposition du Consultant National et ce, dans le cadre des préparatifs du forum national sur la promotion des investissements en Gestion Durable des Forêts qui se tiendra à Brazzaville du 17 au 19 février 2009 organisé conjointement par l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT) et le Gouvernement de la République du Congo.

Sa rédaction a été rendue possible grâce à la bonne volonté des partenaires concernés par l'organisation de ce forum notamment :

- les représentants de quelques institutions résident à Brazzaville ;
- les banques locales et institutions financières ;
- le Ministère de l'Economie Forestière notamment l'Inspection Générale, la Direction du Centre National d'Inventaires et d'Aménagement des Ressources Forestières et Fauniques ;
- et d'autres administrations de l'Etat particulièrement le Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget ;

- les représentants de la filière bois des secteurs privés et étatiques, le secteur associatif (production, transformation, marketing), enfin le patronat etc.

Ce document, outre l'introduction, l'aperçu sur la forêt congolaise et la conclusion s'articule sur trois (03) axes :

- l'évaluation actuelle de la situation du pays sur l'investissement et le financement dans le secteur forestier ;
- l'identification des principaux obstacles ;
- l'élaboration d'un plan d'actions sur la promotion des investissements dans le secteur forestier.

Le Consultant National remercie tous les partenaires rencontrés tant à Brazzaville qu'à l'intérieur du pays, pour l'accueil et les informations mises à sa disposition pour l'élaboration de ce document, en dépit de la morosité observée dans les sociétés forestières touchées par la crise financière.

II. *APERÇU SUR LA FORET CONGOLAISE*

2.1 *Forêt naturelle*

La République du Congo dispose d'une couverture forestière naturelle estimée à 20 millions d'hectares occupant ainsi soixante pour cent (60%) de la superficie territoriale et, représente la deuxième ressource du pays après le secteur pétrolier.

Cette couverture forestière se répartit en trois (03) massifs :

- le massif du Kouilou : longeant la côte maritime, couvre une superficie de 1,5 millions d'hectares ;
- le massif du chaillu occupe 3,5 millions d'hectares ;
- le massif du Nord disposant d'une abondante flore variée occupe 15 millions d'hectares dont :
 - 8 millions d'hectares sur terre ferme
 - 7 millions d'hectares des forêts inondées. Il faut cependant nuancer, cette notion d'inondation jadis académique est désormais révolue, du fait de la mise en valeur actuelle de certaines zones dites inondées par des exploitations de type saisonnière (cas de Pikounda par CIB) et semi-permanentes.

Les études floristiques et les travaux d'inventaires réalisés ont permis d'identifier environ 5.000 espèces de flore dont :

- plus de deux cent (200) espèces de bois d'œuvres ;

- cent soixante six (166) espèces alimentaires ;
- huit cent (800) espèces médicinales.

En marge de ces espèces floristiques, la forêt congolaise regorge d'importantes espèces fauniques diversifiées et démembrées ce jour comme suit :

- deux cent (200) mammifères ;
- sept cent (700) espèces d'oiseaux ;
- quarante cinq (45) espèces de reptiles.

Dans le cadre de la gestion des aires protégées, la République du Congo a affecté aujourd'hui près de 3.655.402 hectares soit 11,6% de la superficie totale du territoire. Environ 2.000.000 d'hectares des forêts productrices ont été affectées à cette activité.

2.2. *Forêt des plantations*

L'existence des forêts naturelles n'a pas laissé indifférents les gouvernements qui se sont succédés quant à la mise en place des forêts des plantations depuis les années mille neuf cent cinquante (1950).

Appuyé par la recherche, les massifs d'essai ont été mis en place avant le développement des plantations à grande échelle destinées à la fabrication de la pâte à papier, sur les savanes côtières dans le Département du Kouilou, par l'entremise des différentes structures spécialisées telles l'Unité Forestière d'Afforestation du Congo (UAIC), pour les plantations exotiques, eucalyptus, pins, araucaréa, etc...), l'Office Congolais des forêts (OCF) devenu par la suite le Service National de Reboisement (SNR), pour développer les forêts des plantations avec les espèces exotiques et locales (Eucalyptus, Pins, Limba...).

Les efforts de boisement, reboisement et l'enrichissement des zones forestières dégradées ont abouti aux résultats ci-après :

- onze mille (11.000) hectares de Limba dans le Mayombe et le chaillu ;
- quatre cent (400) hectares en espèces diverses dans le Nord Congo ;
- soixante treize mille (73.000) hectares de plantation en essences exotiques à croissance rapides dans les départements du Kouilou et du Pool.

2.3 Mise en valeur des massifs forestiers et production des grumes

2.3.1 Mise en valeur

Ces massifs ont connu des évolutions progressives pour leur mise en exploitation. Le massif du Kouilou a été le premier à connaître une exploitation timide de l'Okoumé (*Aucoumea klaineana*), du Limba (*Terminalia superba*) avant d'accroître cette liste à d'autres essences par les premières sociétés concessionnaires.

Avec la construction de la voie ferrée reliant MBinda et Dolisie, le massif du chaillu est entré lui aussi en exploitation à partir des années mille neuf cent soixante (1960).

Actuellement, ces deux (2) massifs se caractérisent par une surexploitation d'une trentaine d'essences datant de plus d'un siècle et subissent une dégradation due principalement à l'agriculture et à des coupes de bois de feu.

L'exploitation du massif du Nord Congo a débuté vers les années mille neuf cent soixante dix (1970) en produisant sélectivement le Sipo (*Entandrophragma utile*), Sapelli (*Entandrophragma cylindricum*) et l'Ayous (*Triplochiton Scleroxylon*) aux quels s'ajoutent progressivement les autres essences telles le Tiama (*Entandrophragma angolense*), le Wengué (*Milletia Laurenti*), le Bossé (*Guarea Spp*), l'Oboto (*Mamméa Africana*) etc...

2.3.2 Production grumière industrielle

La production nationale qui a débuté timidement vers les années 1940 est passée de 600.000 m³ en 1980 à 1.324.870 m³ en 2007. La possibilité annuelle est estimée à 2.000.000 m³.

La production industrielle a évolué entre 1998 et 2007 comme suit :

- **Tableau n° 1 : Evolution des produits transformés**

Années Produits	1998	2007
Sciage	73.408 m ³	212.719 m ³
Placage	51.898 m ³	44.826 m ³
Contre plaqué	1600	8.655 m ³

Les rondins d'eucalyptus dont la production a commencé dans les années 80 ont connu pour la période une chute importante passant de 481.135 m³ à 248.648 m³.

■ **2.4 Evolution de la gestion durable des forêts du Congo**

Cette évolution se traduit par deux grandes périodes marquées par l'aménagement des forêts :

- période allant de mille neuf cent soixante dix (1970) à deux mille (2000) ;
- période couvrant de deux mille (2000) à nos jours.

■ **2.5 Période de 1970 à 2000**

Cette période qui définit une politique fondée sur la gestion rationnelle des forêts en mille neuf cent soixante douze (1972) est soutenue par la loi 004/74 promulguée le quatre janvier mille neuf cent soixante quatorze (4 janvier 1974). C'est le premier code forestier congolais.

L'aménagement forestier a constitué la base de cette gestion rationnelle définissant ainsi les principaux programmes dont :

- le découpage de la forêt en Unités Forestières d'Aménagement (UFA) de grande superficie constituant ainsi les unités de base pour la gestion, la conservation et la restauration des forêts et la production de bois ;
- la réalisation des inventaires forestiers pour l'estimation du potentiel ligneux exploitable et avenir ; avec l'appui des organismes internationaux notamment : l'OIBT, la FAO, le PNUD, le CTFT.
- Les grands programmes d'inventaires ont été réalisés pendant la décennie mille neuf cent soixante dix (1970) et mille neuf cent quatre vingt (1980) ;
- l'élaboration des plans d'aménagements avec les paramètres des éléments de base tels que les diamètres moyens exploitables (DME), la rotation, l'assiette de coupe, le volume maximum annuel (VMA), etc. ;
- le reboisement et l'enrichissement des zones forestières dégradées.

Le nouveau contexte de gestion et les exigences de la communauté internationale en matière de gestion durable des forêts, notamment les principes forestiers adoptés à la conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED) tenue à Rio de Janeiro, a amené la République du Congo à définir une nouvelle politique forestière fondée sur la gestion durable des forêts, garantissant une production soutenue des ressources forestières, tout en assurant la conservation des écosystèmes forestiers.

Dans cette perspective depuis l'an 2000, le Ministère de l'Economie Forestière, en partenariat avec les sociétés forestières, a mis un programme d'élaboration des plans d'aménagement des concessions forestières en conformité avec la nouvelle loi 16-2000 du 20 novembre 2000 portant code forestier.

Ce programme s'exécute actuellement dans les neuf (09) UFA attribuées aux grandes sociétés forestières du Nord et timidement au Sud du pays dans une seule UFA.

Ce forum national sur la promotion des investissements en Gestion Durable des Forêts (GDF) prouve à suffisance l'intérêt que l'Etat apporte au développement du secteur forestier.

Il est aussi l'occasion pour les gestionnaires, les opérateurs économiques, les organisations non gouvernementales, les investisseurs et bailleurs de fonds, de trouver des solutions qui peuvent sauver le secteur forestier déjà affecté par cette crise économique, financière et mondiale.

*III. EVALUATION ACTUELLE DE LA SITUATION
DU PAYS SUR L'INVESTISSEMENT ET LE
FINANCEMENT DANS LE SECTEUR FORESTIER
AUX NIVEAUX MACROECONOMIQUE ET
SECTORIEL*

- **3.1 Evaluation macroéconomique**
- **3.1.1 Situation globale de l'économie**
- **3.1.2 Contribution de la filière bois à l'économie**
- Sylviculture et exploitation forestière
- Industrie de bois
- **3.1.3 Evolution des investissements de la filière bois**
- **3.1.3.1 Situation globale de l'économie en 2008**

Après un léger recul de 1,2% en 2007, l'économie congolaise a enregistré une reprise en termes réels de 6% en 2008 qui s'explique par une augmentation de la production pétrolière de 8,9%.

La hausse de la production pétrolière résulte principalement de la mise en exploitation du champ Mohobilondo et de l'amélioration des rendements des champs de Nkossa sud, Loufika et Nsoko.

Le PIB hors pétrole a enregistré, une hausse qui s'est poursuivie depuis trois ans cependant, celui-ci est en net ralentissement par rapport à l'année 2007 (5,4% contre 6,6%). Cette hausse s'explique par la bonne tenue des activités ci-après :

- l'activité agricole a connu une hausse de la production de 6,2% en raison de l'amélioration du réseau routier notamment dans le département du Pool avec la construction de la route Brazzaville-Kinkala ;
- les activités de la sylviculture et de l'exploitation forestière ont connu une hausse de la production de 3,2% en raison principalement de l'accélération de la production des rondins d'eucalyptus destinée à la fabrication des copeaux à Pointe-Noire ;

- les industries manufacturières avec une croissance de 7,0%, a été soutenue par un accroissement de la production des brasseries et de la transformation du bois notamment, avec la reprise des activités de déroulage par SICOFOR et TAIMAN Industrie et la fabrication de copeaux destinés à l'industrie de la pâte à papier ;
- la production des activités de transport et des télécommunications bien que progressant moins vite qu'en 2007, est en hausse de 6,8% suite au dynamisme du rythme du trafic (routier, aérien et ferroviaire) et de la mise en exploitation d'une nouvelle société dans la téléphonie mobile (Warid Congo) ;
- les bâtiments et travaux publics (BTP) ont connu une augmentation de la production de 7,6% en raison, de la poursuite de la construction des infrastructures de base (barrage hydroélectrique d'Imboulou, tronçons routiers Pointe-Noire-Dolisie, Brazzaville-Kinkala, Owando-Makoua, municipalisation accélérée à Brazzaville etc.).

■

Contribution des branches à la formation du PIB en volume en (%)

Tableau n° 2 : Contribution des différentes branches

Années Domaines	2003	2004	2005	2006	2007*	2008**
Agriculture, élevage, chasse et pêche	8,8	8,9	8,7	8,7	9,5	9,4
Filière bois	4,6	4,3	4,3	4,3	4,5	4,4
Sylviculture et exploitation forestière	2,7	2,7	2,5	2,5	2,5	2,4
Industrie de bois	1,8	1,6	1,8	1,9	2,1	2,0
Industries extractives	33,7	32,7	34,2	34,4	28,9	29,6
Autres industries manufacturières, électricité, eau et BTP	9,6	10,2	10,0	10,1	11,3	11,4
Services	39,9	40,4	39,5	39,2	42,5	42,0
PIB aux coûts des facteurs	96,5	96,5	96,7	96,8	96,7	96,7
Droits et taxes sur import	3,5	3,5	3,3	3,2	3,3	3,3
PIB aux prix de 1990	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PIB hors pétrole	66,3	67,3	65,8	65,6	71,1	70,4
PIB pétrole	33,7	32,7	34,2	34,4	28,9	29,6

Source : Direction Générale de l'Economie (DGE)

* Estimations

** Prévisions

3.1.3.2 Contribution de la filière bois à l'économie nationale

La filière bois occupe une place assez importante dans l'économie du pays. En 2008, la production en volume a progressé de 2,8% contre 3% en 2004. Cette progression a connu une allure caractérisée simultanément par une forte accélération (8,1% en 2005 contre 3% en 2004) en début de période, par un ralentissement à mi-parcours (2,3%% en 2007 et 7,4% en 2006 contre 8,1% en 2005) et puis par un regain d'activités (2,8%) en fin de période.

La valeur ajoutée créée, a atteint en moyenne 48,1 milliards de FCFA par an, soit 4,4% du PIB global. Le tableau ci-après montre en valeur la contribution de chaque secteur dans la formation du produit intérieur brut (PIB).

Tableau n° 3 : Contribution des secteurs à la formation du PIB à prix courants en (%)

Années Domaines	2003	2004	2005	2006	2007*	2008**
Agriculture, élevage, chasse et pêche	5,2	4,6	3,8	3,4	4,2	3,8
Filière bois	1,8	1,6	1,3	1,1	1,3	1,1
Sylviculture et exploitation forestière	1,0	0,9	0,7	0,6	0,7	0,6
Industrie de bois	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5
Industries extractives	50,0	56,6	64,1	68,6	61,0	65,5
Autres industries manufacturières, électricité, eau et BTP	10,3	8,6	7,2	6,3	8,2	7,4
Services	29,3	25,8	21,5	18,8	23,2	20,4
PIB aux coûts des facteurs	96,8	97,2	97,9	98,2	97,9	98,2
Droits et taxes sur import	3,2	2,8	2,1	1,8	2,1	1,8
PIB aux coûts des facteurs	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PIB hors pétrole	50,0	43,4	35,9	31,4	39,0	34,5
PIB pétrole	50,0	56,6	64,1	68,6	61,0	65,5

- *Source : Direction Générale de l'Economie (DGE)*
- * *Estimations*
- ** *Prévisions*

En valeur, cette filière contribue chaque année à hauteur de 44,4 milliards FCFA représentant 1,3% du PIB qui se chiffre en moyenne à 3541,7 milliards FCFA et 3,5 % du PIB non pétrolier.

Cette contribution peu significative pour une filière considérée longtemps comme la principale ressource du pays, pourrait s'expliquer par les contre performances enregistrées dans les domaines ci-après :

- **Sylviculture et exploitation forestière** : ce secteur a connu une progression moyenne en volume de 1,7% par an en raison de la fermeture de plusieurs entreprises et de l'essoufflement de certains permis d'exploitation surtout dans la partie sud du pays. Cette situation se traduit par une évolution marquée par un rythme sinusoïdal d'une année à l'autre.
- En valeur, cette activité a atteint 23,6 milliards FCFA en moyenne par an représentant 0,7% du PIB global et 1,9% du PIB hors pétrole ;

■

- **Industrie de bois** : en hausse moyenne de 6,4% en volume par an, cette activité s'est dynamisée progressivement, et pourrait constituer avec les potentialités existantes, une source sûre des ressources dans le pays surtout si, la disposition sur le taux de transformation locale des grumes prévue dans le code forestier pouvait être respectée.
- En valeur, la production de cette activité se chiffre en moyenne à 20,8 milliards FCFA. Elle contribue à peine à hauteur de 0,6% du PIB global et de 1,6% du PIB non pétrolier traduisant ainsi, le niveau de développement encore fragile de cette activité.
- Au niveau des échanges extérieurs, les exportations en valeur de cette filière, représentent en moyenne 4,3% des exportations totales. Ces exportations se situent très loin en deçà de celles des produits pétroliers (77,9% en moyenne) mais, celles-ci restent néanmoins la deuxième ressource du pays. Celles-ci (exportations) comme pour le secteur pétrolier, se basent essentiellement sur les bois bruts qui génèrent très peu sinon pas du tout de la valeur ajoutée.
- Tandis que, le bois transformé qui crée plus de cette valeur, ne représente que 38,7% des exportations du bois et 1,6% de la valeur globale des exportations.

Les importations des produits du bois prennent des proportions de plus en plus importantes qui se traduisent par une forte demande de ces produits du fait de l'instabilité de la production locale.

Tableau n° 4 : Evolution des exportations selon les secteurs en pourcentage

Domaines d'activités	Années	2004	2005	2006	2007*	2008*
Filière bois		6,4	4,7	3,4	4,0	3,2
- Sylviculture et Exploitation forestière		4,5	3,2	2,2	2,4	1,4
- Industrie de bois		1,9	1,5	1,3	1,6	1,8
Produits pétroliers		69,2	72,1	65,2	93,8	89,2
- Industries extractives		67,8	71,3	64,5	92,6	88,2
- Produits raffinés du pétrole		1,4	0,8	0,8	1,1	1,1
Autres produits		24,4	23,1	31,3	2,3	7,5
Exportations totales		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Direction Générale de l'Economie (DGE)

* Estimations

** Prévisions

- **3.1.4 Evolution des investissements dans la filière bois en valeur**

- **Tableau n° 5 : Evolution des investisseurs dans la filière bois**

- **Unité : Milliard de FCFA**

Domaines	Années	2004	2005	2006	2007	2008
Sylviculture et exploitation forestière		0,9	0,9	1	1,1	1,1
Industrie de bois		1,7	1,8	2	2,1	2,2
Filière bois		2,6	2,7	3	3,2	3,3

Source : Direction Générale de l'Economie (DGE).

Ces investissements ne représentent en moyenne que 0,3% des investissements globaux évalués à 1092,2 milliards et 3,8% des investissements privés.

Evolution des investissements selon les secteurs à prix courants (%)

Tableau n° 6 : Evolution des investissements

Années Branches d'activités	2004	2005	2006	2007*	2008**
Publics	23,4	19,2	18,1	15,8	21,2
Privés	76,6	80,8	81,9	84,2	78,8
Pétroliers	55,0	65,1	72,7	76,6	71,7
Hors pétrole dont :	21,6	15,7	9,1	7,5	7,1
Filière bois	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2
Sylviculture et exploitation forestière	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Industrie de bois	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Autres investissements privés non pétroliers	21,1	15,4	8,9	7,3	6,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Direction Générale de l'Economie (DGE)

** Estimations*

*** Prévisions*

Au cours de la période 2004-2008, la situation de la filière bois a été instable au regard des indicateurs qui ont été analysés.

Au moment où l'on parle de « Développement durable, de la préservation de l'écosystème et plus près de nous de la valorisation du bassin du Congo », il serait souhaitable que les gouvernants prennent toutes les dispositions utiles en vue de rentabiliser ce secteur.

En comparaison au secteur pétrolier (aux ressources épuisables) qui absorbe en moyenne 68,3% des investissements du pays, la filière bois constituant une ressource renouvelable, devrait susciter un peu plus d'intérêt à y consentir des financements.

La forêt, nous le savons, regorge des potentialités de développement durable parmi lesquelles les plantes à biocarburants qui constituent les sources d'énergie de demain (énergies renouvelables).

A cet effet, il serait nécessaire de rentabiliser d'avantage le secteur à travers les actions suivantes :

- poursuivre la diversification d'entreprises dans le domaine de la forêt ;
- stimuler et encourager les investissements et les conclusions de ce forum pourront encore stimuler cette croissance.

- **Evaluation sectorielle**

- Depuis le désengagement de l'Etat dans le secteur de l'Economie Forestière, celui-ci ne joue que des rôles régalien et régulateur. Cependant, quelques interventions sont à signaler en matière d'élaboration des textes institutionnels et réglementaires et des contributions dans le cadre des accords et engagements bilatéraux et multilatéraux concernant la gestion durable des ressources floristiques et fauniques dont regorge la République du Congo.
- Les investissements et les financements sont assurés particulièrement par les sociétés forestières, tandis que l'Etat a assuré ses rôles régalien et régulateur à travers la mise en place de cadre institutionnel adapté, l'appui aux services publics (SNR, SCPE, etc.) et dans la gestion des aires protégées etc.
- Comme dans le cas de la macroéconomie, l'évaluation sectorielle a été faite sur une période de cinq (05) ans.
- L'évaluation actuelle de la situation du pays sur l'investissement et le financement dans le cadre de cet exposé est axée sur une période de cinq ans, malgré le manque d'informations et des statistiques fiables dans certaines structures, contrairement au chapitre précédent (évaluation macro économique), d'autres indicateurs du secteur, infrastructures créées, emplois... n'ont pas été analysés pour apprécier le secteur.

■ **3.2.1 Niveau sectoriel**

Ce travail concerne les différentes branches du secteur forestier et les acteurs concernés pour l'exploitation de ces ressources.

Ces branches concernent :

- appuis institutionnels, textes réglementaires, accords bilatéraux et multilatéraux.
- l'exploitation forestière (produits ligneux et non ligneux)
- l'industrie forestière
- la commercialisation
- la faune et les aires protégées
- le boisement et reboisement

■ **3.2.2 Secteur étatique**

La situation de l'Etat qui joue les rôles régalien et régulateur, particulièrement dans les domaines d'appuis institutionnels, des contributions aux accords bilatéraux et multilatéraux pendant les cinq (05) dernières années se présente comme suit :

Tableau n° 7 : Evolution des investissements dans le secteur étatique

Année s Domaines	2004	2005	2006	2007	2008	Total
Appui instituti onnels et autres	106.929.55 3	1.812.401.93 1	569.802.24 8	1.078.887.47 5	2.299.287.36 7	5.867.308.574
Total	106.929.55 3	1.812.401.93 1	569.802.24 8	1.078.887.47 5	2.299.287.36 7	5.867.308.574

Source : Direction des Etudes et de la Planification (MEF), rapports d'activités.

Les investissements ont dépassé plus de deux (02) milliards en 2008.

3.2.3 Secteur productif privé

Ce secteur qui regroupe une trentaine (30) d'entreprises spécialisées dans l'exploitation, la transformation et la commercialisation des produits forestiers a vu ses investissements augmentés du fait de l'élaboration des plans d'aménagement ces dernières années. Ces investissements se résument dans le tableau ci-après :

Tableau n° 8 : Evolution des investissements dans le secteur privé

Unité : KFCFA

Années Branches d'activités	2004	2005	2006	2007	2008	Total
-Forêt -Industrie	8.171.750.00 0	30.470.003.00 0	4.165.600.00 0	5.740.300.00 0	5.350.700.00 0	53.898.353.00 0
Total	8.171.750.00 0	30.470.003.00 0	4.165.600.00 0	5.740.300.00 0	5.350.700.00 0	53.898.353.00 0

Source : Direction des Forêts (MEF), rapports d'activités.

En 2005, les investissements du secteur privé ont atteint un niveau très satisfaisant.

Tableau n° 9 : Investissements privés nationaux : Forêts

Unité : KFCFA

Années Entreprises	2004	2005	2006	2007	2008	Total
SOFIA	-	538,2	957,4	103,4	691,6	2.290,6
BOIS KASSA	300	307	270	25	27	929,0
SIPAM	366	241	180	-	-	787,0
SPIEX	374	374	95	160	25	1.028,0
SOFIL	398	255	25	25	-	703,0
COFIBOIS	174	130	650	-	-	954,0
TWINS	-	-	-	271	14,5	285,5
MAMBILI-WOOD	-	-	-	666,6	196,6	863,2
CITB	248,250	557	27	-	-	832,250
Total	1.860,250	2.402,2	2.204,4	1.251	254,7	8.672,55

Tableau n° 10 : Investissements privés nationaux : Transformation

Unité : KFCFA

Années Entreprises	2004	2005	2006	2007	2008	Total
SOFIA	-	30	55,6	1.346,6	595	2.027,2
BOIS KASSA	-	415	18	20	20	473
SIPAM	50	100	-	-	-	150
SPIEX	-	-	-	-	-	-
SOFIL	-	-	-	-	-	-
COFIBOIS	20	15	90	-	-	125
TWINS	-	-	-	326,6	26,50	353,1
MAMBILI-WOOD	-	-	-	378,5	230	608,5
CITB	778,250	557	27	-	-	1.362,250
Total	848,25	1117	190,6	2.071,7	871,5	5.099,05

Commentaire : Cette liste n'est pas exhaustive du fait de manque d'informations de certaines sociétés, pour es cinq (05) dernières années, le secteur privé national a investi pour plus de treize (13) milliards (13.000.000.000) FCFA.

Tableau n° 11 : Investissements privés étrangers : Forêts

Unité : KFCFA

Années Entreprises	2004	2005	2006	2007	2008	Total
MOKABI	-	-	190	220	180	590
BPL	120	-	-	-	-	120
TAMAN INDUSTRIE	-	-	-	271	14,5	285,5
SICOFOR	-	-	1.178	975	797	2.950
DEJIA WOOD	-	-	-	514,8	72,8	587,6
SPID	-	-	-	-	-	-
MILLION WELL	-	-	-	-	-	-
CIB (Lik)	411	210	-	-	-	621
ASIA CONGO	-	-	7.105	1.081,6	3.838	21.759
CIBN	4.903	1.010	520	600	580	7.613
ITBL	-	-	-	-	-	-
LIKOUALA TIMBER	-	874	189	149	149	1.361
SFIB	210	13	13	13	13	262
SEFYD	-	-	2.032,8	476,8	527,7	3.037,3
Total	5.644	2107	11.227,8	14.035,6	6172	39.186,4

Tableau n° 12 : Investissements privés étrangers : Transformation

Unité : KFCFA

Années Entreprises	2004	2005	2006	2007	2008	Total
MOKABI	-	-	400	355	50	805
BPL	1,370	200	-	-	-	201,37
TAMAN INDUSTRIE	-	-	-	326,6	26,5	353,1
SICOFOR	-	-	-	550	2870	3.420
DEJIA WOOD	-	-	-	105	135	240
SPIB	496	31	31	31	-	589
MILLION WELL	-	-	-	-	11	11
CIB (Lik)	850	-	-	-	-	850
ASIA CONGO	-	-	1.835	985	175	2.995
CIBN	3.237	10	240	150	510	4.147
ITBL	291	425	380	150	-	1.246
SIFCO	-	-	-	800	1700	2.500
LIKOUALA TIMBER	-	610	675	220	700	2.205
SOFIL	1.016	41	46	46	-	1.149
Total	5.891,37	1317	3.607	3.718,6	6.177,5	20.711,47

Commentaire : Pendant les cinq (05) ans, le privé étranger a investi pour plus de cinquante neuf milliards (59.000.000.000) F CFA.

Pour la Congolaise Industrielle de Bois (CIB) les données n'ont été que partielles ; l'Industrie Forestière de Ouessou (IFO) et TRABEC ne figure pas sur cette liste.

4 Secteur de boisement et de reboisement

Le Service National de Reboisement (SNR) et Eucalyptus et Fibres du Congo (EFC) sont les deux (02) sociétés spécialisées dans le boisement et reboisement et sont chargées d'accroître et de reconstituer le patrimoine forestier national.

Tableau n° 13 : Evolution des investissements dans le secteur de boisement et reboisement au SNR

Unité : KFC

Années Branches d'activités	2004	2005	2006	2007	2008	Total
Investissement SNR et EFC	19.021.337	19.521.390	148.882.243	64.717.243	8.472.105	260.614.075
Total	19.021.337	19.521.390	148.882.243	64.717.243	8.472.105	260.614.075

IV. IDENTIFICATION DES PRINCIPAUX OBSTACLES

La présente analyse macro économique et sectorielle des branches d'activités de la forêt laisse entrevoir assez des faiblesses, elles mêmes occasionnées par quelques facteurs de blocage, de stagnation ou de régression des investissements.

Dans ce document d'orientation, ces obstacles et contraintes qui ne sont pas limitatifs, seront identifiés et classifiés, tout en projetant leur élimination.

Sur la base de ces contraintes enrichies par le forum, il sera annoncé et retenu un plan d'actions pour réactiver les investissements dans le domaine forestier.

Il est important de relever que dans ce document, l'analyse profonde du secteur des aires protégées et des produits forestiers non ligneux n'a pas été faite par manque d'informations fiables et disponibles, le forum pourra toute fois compléter l'analyse.

On pourrait déduire que, la régression des investissements dans le secteur, la stagnation de certaines activités forestières par les investisseurs, se heurtent aux obstacles constatés dans les branches ci-après :

- **4.1 Boisement et reboisement**

Dans le développement de leurs activités, le SNR et EFC se heurtent souvent à quelques obstacles parmi lesquels on peut citer ce qui suit :

- **4.1.1 Les principaux obstacles**

- le conflit d'intérêt entre l'urbanisation et les activités agroforestières sur des terres potentiellement mobilisables ;
- le refus des terriens d'octroyer des terres pour l'installation des plantations de démonstration ;
- le manque de moyens financiers aux congolais moyens pour acquérir les terres à planter et payer les services d'appui et d'encadrement ;
- le manque de filière de commercialisation (étude de marché) de certains produits forestiers non ligneux à haute valeur ajoutée pouvant être extraits des plantations forestières (résine, huiles essentielles ...) ;

- la capacité d'intervention insuffisante (en logistique et en personnel) du Service National de Reboisement (SNR) pour accompagner les initiatives privées naissantes, sur l'ensemble du territoire ;
- les infrastructures routières encore insuffisantes et non viables, ne facilitant pas l'évacuation des produits dans les bonnes conditions et dans les délais requis ;
- le peu d'enthousiasme qu'affichent les entreprises forestières attributaires dans le financement, pour la restauration des zones dégradées des forêts naturelles ;
- le manque d'une technique sylvicole permettant de minimiser les coûts de mise en place des plantations et d'entretiens.

■ **4.1.2 Elimination des contraintes**

- l'adoption d'un plan national de répartition et d'utilisation des terres ;
- l'organisation des filières de commercialisation de certains produits par la mise en œuvre de certains projets innovants impliquant les pouvoirs publics, les privés et les communautés villageoises ;
- les mesures d'accompagnement par les pouvoirs publics pour la promotion de l'initiative privée évoquée jusqu'à sa prise en charge au plan de la logistique et de l'expertise ;
- la restructuration du Service National de Reboisement (SNR) pour s'adapter à cette politique innovante par l'acquisition de la logistique appropriée ;
- le règlement de l'épineux problème des infrastructures desservant les zones de réalisation des plantations ;
- le contingentement des taux de taxes de reboisement et d'abattage pour la restauration des zones dégradées.

- vulgarisation de l'importance des arbres pour l'homme ;
- choix des essences à planter par les populations elles-mêmes ;
- rôles connus des services techniques ;
- vulgarisation des petites pépinières privées.

- **4.1.3 Identification acteurs concernés**

- Pour éliminer ces contraintes, l'implication des acteurs ci-après s'avère nécessaire.
- Le Gouvernement, la Banque Mondiale, la FAO, le PNUD, le SNR, EFC, les opérateurs économiques, les ONG de développement, les conseils départementaux, les collectivités locales.

- **4.2 Exploitation forestière**

- **4.2.1 Principaux obstacles**

- Faible connaissance de ces ressources ;
- ignorance des possibilités réelles des forêts (quantité et qualité de la matière ligneuse inconnue) faute d'inventaires élaborés et réguliers, devant attirer, orienter et soutenir les investissements sans ignorer les surcoûts qui interviennent dans les plans d'aménagement pour identifier et localiser la ressource ligneuse ;
- le coût très élevé des matériels, des équipements techniques et des pièces de rechange ;

- l'exploitation sélective des essences forestières imposée par le dictat du marché mondial des bois tropicaux avec conséquence immédiate l'augmentation des coûts de production, la vitesse d'exploitation, le tout conduisant à l'écémage et l'épuisement rapide des forêts ;
- absence des professionnels des privés locaux ;
- faible et/ou manque de capacité des privés locaux ;
- l'insuffisance des infrastructures routières dans le pays et la dégradation très prononcée des principaux axes du réseau routier national d'intérêt public existant et qui devrait connecter au dense réseau forestier pour le transport des produits bois. Insuffisance de la capacité de transport et de transit surtout pour le nord Congo qui détient actuellement le potentiel ligneux le plus important ;
- le manque des moyens financiers aux opérateurs économiques congolais du domaine, couplé aux contraintes administratives qui ne font valoir que le capital étranger parce que la forêt est elle-même, dans son système d'exploitation, très capitaliste ;
- la faiblesse des banques locales et même le refus à prendre le risque de financer les gros investissements ;

■ 4.2.2 **Elimination des contraintes**

- généraliser et systématiser les inventaires de planification ;
- étudier et mettre en place les mesures d'accompagnement par les pouvoirs publics (opérateurs économiques, chambre de commerce, ministère de commerce, douanes, assurances, ministère de l'économie forestière) ;
- faire mettre en place, un système d'industrialisation fiable et efficace, capable de diversifier l'utilisation de toutes les essences forestières exotiques en maturité ;
- réduire les coûts des matériaux ;
- impliquer les opérateurs économiques forestiers, les banquiers, les gouvernants des pays mitoyens dans la réhabilitation, le réaménagement des axes routiers existants et la construction des nouveaux axes routiers ;
- diversifier les marchés, intra africains, locaux ;

- réviser les politiques de vente et des bois des sociétés forestières ;
- impliquer l'Etat dans le processus d'allègement des mécanismes de mise en place des crédits accompagnant l'investissement ;
- étudier les mécanismes de financements des plans d'aménagement extérieurs aux investisseurs industriels forestiers pour diminuer les surcoûts sur les investissements ;
- élaborer et faire appliquer avec rigueur les plans d'aménagement particulièrement au niveau des quotas de prélèvement de la ressource ligneuse dans la diversité.

■

■ **4.2.3 Identification des acteurs concernés**

- le gouvernement du pays et les gouvernants des pays limitrophes ;
- la banque mondiale, les institutions de Breton Wood, les ONG nationaux et internationaux de développement, le PNUD, la FAO, l'OAB, l'OIBT, les chambres locales de commerce ;
- les industries installées dans le pays (à consulter en aparté et en plénum table ronde) ;
- forum des acheteurs internationaux du bois dans un pays africain pour un dialogue franc ;
- réaliser une étude sur le marché nord africain (Maghreb) des bois tropicaux ;
- marché Sud Africain ;
- marchés locaux.

■ 4.3 Industrie forestière

■ 4.3.1 Principaux obstacles

- absence d'un schéma directeur adopté pouvant orienter les choix ou la diversification des types des produits ;
- miniaturisation des industries forestières entraînant une banalisation de la concurrence (il sied de projeter les gros ensembles industriels gérant une concession forestière convenablement dense, pouvant créer une agglomération) ;
- risque pays (sécurisation des investissements), respect des engagements entre parties cocontractantes ;
- surcoûts des investissements rallongeant les durées d'amortissement et réduisant les bénéfices (multiples causes expliquent ces surcoûts et peuvent faire l'objet d'une étude sectorielle) ;
- séquelles des guerres récurrentes par le pays au plan moral, culturel et étique (pratique des pillages : cas de SOCOBOIS à Dolisie) ;
- absence d'accompagnement du processus d'investissement par crédits additionnels par les banques locales donc rejet des initiatives. Les investisseurs hésitent de prendre le risque seul ;
- rareté des techniciens qualifiés et chevronnés sur les sites d'investissements. Les rares existants, répugnent les conditions de vie rurale ;
- Interférence ou forte ingérence politico administrative inappropriées entraînant les surcoûts par voie des cahiers particuliers des charges ;
- Instabilité morale et esprit versatile des investisseurs forestiers prompts à user de tous les moyens pour s'octroyer des droits mal acquis auprès des administrations locales ;

- Faiblesse dans la consommation locale des bois débités, elle-même dû à la stagnation des travaux publics dans le bâtiment.
- Absence d'une cellule de technologie de bois pouvant orienter les exploitants et industriels forêts dans l'utilisation de telle ou autre essence forestière suivant les caractéristiques mécaniques.

- **4.3.2 Elimination des contraintes**

- par la promotion de la consommation locale et la réalisation d'une bonne politique des prix des produits transformés ;
- suppression de certaines taxes ;
- création des complexes intégrés d'exploitation forestière et de transformation primaire et secondaire poussée et diversifiée dans la production mais de grande capacité ;
- projection d'industries diversifiées du bois ;
- réhabilitation, création et amélioration de l'infrastructure des transports et de transit ;
- mobilisation des opérateurs économiques présents dans le pays pour corriger ensemble les insuffisances constatées ;
- amélioration de la législation et de la réglementation fiscale nationale en vue de la promotion de l'industrialisation du pays ;
- sécurisation des investissements au niveau de la politique nationale ;
- diminution et raréfaction des surcoûts par une réglementation rigoureuse au triple plan moral, étique et culturel ;

- formation des techniciens supérieurs, amélioration des conditions de vie sur les lieux de travail et du système de rémunération ;
- rendre agréable et non hostile le cadre de travail en campagne ;
- rigueur et stabilité dans les cahiers particuliers des charges ;
- accompagnement des investisseurs par l'Etat dans le processus d'allègement des mécanismes de mise en place du système des crédits ;
- création par l'Etat ou accompagnement dans la création auprès des entreprises industrielles tête de liste, d'une cellule de technologie de bois pour les essences de promotion.
- dénonciation de la Convention Collective par les Partenaires Sociaux.
- **4.3.3 Identification des acteurs concernés**
- le gouvernement du pays et les gouvernements des pays limitrophes ;
- la banque mondiale, les institutions de Breton Wood, les ONG nationaux et internationaux de développement, le PNUD, la FAO, l'OAB, les chambres locales de commerce ;
- les industries installées dans le pays (à consulter en aparté et en plénum table ronde) ;
- forum des acheteurs internationaux du bois dans un africains pour un dialogue franc ;
- les grandes écoles et instituts forestières ;
- création des centres des métiers de bois et forêts.

*PLAN D' ACTIONS SUR
L'INVESTISSEMENT
DANS LE SECTEUR FORESTIER*

- **5.1 Plan d'actions sur l'investissement dans le secteur Forestier**
- Le rôle important que jouent les forêts tant pour la régulation des grands équilibres écologiques dans sa biodiversité que dans la lutte contre la pauvreté, ne fait aujourd'hui d'aucun doute.
- Dans cette perspective, au cours de ces dernières décennies, les différents gouvernements de la République du Congo, conscients de cette problématique ont élaboré plusieurs plans d'actions dans le secteur forestier pour répondre aux attentes des populations, pour le développement socio-économique de la nation.
- Avec les promulgations des lois n° 2000 du 20 novembre 2000 portant code forestier et n° 20 du 28 novembre 2008 portant loi sur la faune, le secteur forestier de notre pays connaît une grande évolution dans la gestion de ces ressources floristiques et fauniques marquée par la réalisation des travaux d'aménagement avec la mise en place des nouvelles méthodes techniques et outils d'exploitation de ces ressources.
- Ainsi, la tenue à Brazzaville du forum avec thème principal la promotion de l'investissement dans le secteur forestier organisé par l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT) et le Gouvernement congolais prouve à suffisance l'intérêt que cette institution et notre pays accordent pour soutenir la gestion durable de nos ressources à travers ses initiatives.
- En dépit de la crise financière mondiale qui touche notre secteur à une échelle incommensurable, le plan d'actions sur l'investissement dans le secteur forestier soumis aux principaux acteurs présents à ce forum, tient compte des actions antérieures entreprises par l'Etat et celles futures.
- L'ossature de ce plan d'action sur l'investissement dans le secteur forestier vise :
 - les actions à mener
 - les axes prioritaires
 - les moyens financiers
 - les mesures d'accompagnement
- La réussite de ce plan est subordonnée à l'élimination des contraintes évoquées à

- **5.1.1 Actions à mener**
- Administration
- **Court terme :**
- Cadre institutionnel
- Révision du code forestier en vue de son adaptation aux principes de la gestion durable des ressources forestières et fauniques.
- Révision de certaines taxes.
-

Moyens et longs termes

- Achèvement des normes en matière d'inventaires des ressources ligneuses et fauniques.
- **5.1.2 Moyens financiers**
- Contribution des pouvoirs publics
- Institutions financières, ONG de développement et d'autres organismes tels que le PNUD, la FAO, l'AFD, OIBT etc...
- **5.1.3 Mesure d'accompagnement**
- Formation des cadres et techniciens qualifiés ;
- Recrutement du personnel (très faible ratios comparativement à la couverture forestière).
 - **Actions à mener**
- Boisement et reboisement
 - **Priorité des actions**

■ **Court termes :**

- Restructuration du Service National de Reboisement pour s'adapter à la politique innovante ;
- Etude et mise en place des techniques sylvicoles adaptées minimisant les coûts des plantations ;
- Identification des mesures d'accompagnement par les pouvoirs publics pour la promotion de l'initiative privée paysanne et réflexion sur les méthodes de les faire aboutir ;
- Identification des projets innovants ;
- réflexion pour la mise en place des mécanismes de financement des projets visant les actions à mener.

■ **Moyen termes :**

- Adoption d'un plan national de répartition des terres pour éliminer les conflits d'intérêt ;
- Règlement de l'épineux problème des infrastructures routières.

■ **Long termes :**

- Contingentement des taux des taxes de reboisement pour la restauration des zones dégradées ou dénudées ;
- Incitation des investisseurs attributaires des concessions forestières pour la restauration des zones des forêts naturelles dégradées ;
- Intéressement de la coopération multilatérale par les pouvoirs publics pour susciter les investissements dans le domaine.

■ **Moyens financiers**

- Contribution des pouvoirs publics ;
- Contribution extérieures.

■ **Mesures d'accompagnement**

- Réalisation des études sur les projets innovants ;
- Formation des cadres et techniciens qualifiés ;
- Recherche des financements.

- **5.3. Actions à mener**

- Exploitation forestière

- **5.3.1 Priorité des actions**

- **Court termes :**

- Rédaction de la loi programme ;
- Réalisation des inventaires des possibilités ligneuses réelles des forêts congolaises devant orienter et soutenir non seulement les investissements industriels ; mais aussi la promotion de la commercialisation des nouvelles essences ;
- Amélioration des infrastructures routières dans les zones forestières du pays et augmentation de la capacité de transport sur toutes les formes par les pouvoirs publics ;
- Directives et études des mesures d'accompagnement pour éliminer les obstacles ou les freins à l'investissement ;
- Forum des acheteurs internationaux, régional et national du bois pour un dialogue franc ;
- Diffusion d'information économique du secteur bancaire et les parties prenantes.

- **Moyen termes**

- Réduction et renforcement des capacités des banques locales et réduction du risque pour le financement des gros investissements ;
- Implication de l'Etat dans le processus d'allègement des mécanismes de mise en place des crédits accompagnant l'investissement ;

- Réalisation des travaux d'inventaires d'aménagement ;
- Couverture cartographique des zones forestières aménagées et non aménagées dans le pays ;
- Valorisation du carbone, calcul des volumes.
-
- **Long termes :**
 - Mettre fin au système d'exploitation sélectif des essences forestières selon le diktat des acheteurs des bois tropicaux ;
 - Réduire l'exploitation forestière au profit de la biomasse ;
 - Créer ou accompagner la création d'une cellule de technologie de bois pour les essences nouvelles.
- **5.3.2 Moyens financiers :**
 - Contribution des pouvoirs publics
 - Contribution extérieures
 - Choix ou identification des partenaires ;
 - Formation du personnel qualifié
 - Création d'un fonds de garantie national pour la promotion de l'investissement ;
 - Formation du personnel de terrain qualifié ;

- Valorisation du carbone, calcul des volumes.
 - **Mesures d'accompagnement :**
- **Actions à mener**
- Industrie forestière
 - **Priorité des actions**
- **Court termes**
- Mise en place d'un schéma directeur type confirmé et légalisé pour orienter les investissements industriels dans le pays (inadéquation entre ressources et outils de transformation) ;
- Sécurisation systématique des investissements ;
- Elimination des surcoûts des investissements industriels par des mesures appropriées de l'Etat ;
- Relance des travaux publics des bâtiments, consommateurs importants des débités des diverses essences.
- **Moyen termes**
- Formation des techniciens qualifiés sur les productions (création des écoles des métiers).
- **Long termes**
- Projection d'industries diversifiées ;
- Création des grands complexes intégrés d'exploitation forestière et de transformation primaire et secondaire.
- Poursuite de l'élaboration de plan d'aménagement avec les experts locaux,

- **Moyens financiers**

- Contribution des pouvoirs ;
- Contribution des institutions financières, ONG de développement.

- **Mesures d'accompagnement**

- Formation ;
- Identité des partenaires ;
- Avis technique des non professionnels ;
- Création d'un fonds national pour la forêt et l'industrie.

-

- **CONCLUSION**

- L'enrichissement de ce document de base par les différents acteurs au présent forum constitue désormais un cadre de relance du secteur forestier, son approche qui vise essentiellement la promotion des investissements doit être soutenue par un partenariat entre les acteurs concernés exigeant ainsi la mobilisation des ressources humaines, financières et matérielles.
- Sa mise en œuvre est subordonnée à l'élimination systématique des obstacles évoqués dans le document, et par l'élaboration des mesures d'accompagnement d'ordre général, structurel et spécifiques.
- Enfin des études doivent être réalisées pour évaluer le coût de certaines actions à mener permettant ainsi au pouvoir public, aux institutions financières, aux bailleurs de fonds... d'agir à bon escient.

-

BIBLIOGRAPHIE

- Documents d'inventaires et rapports de la Société d'Etudes et des Travaux Forestiers (S.E.TRA.F) : années 2005-2008 ;
- Rapports annuels :
 - Direction d'Etudes et de la Planification (MEF) : années 2004 – 2005 – 2006 – 2007 - 2008 ;
 - Direction des Forêts (MEF) : années 2004, 2005 – 2007 – 2008 ;
- Rapports annuels de la Direction Générale.
-

QUELQUES ABREVIATIONS

- **MEF :** Ministère de l'Economie Forestière
- **IGEF :** Inspection Générale de l'Economie Forestière
- **DGEF :** Direction Générale de l'Economie Forestière
- **DEP :** Direction des Etudes et de la Planification
- **DF :** Direction des Forêts
- **CNIAF :** Centre National des Inventaires et Aménagement des
Ressources Forestières et Fauniques
- **DGE :** Direction Générale de l'Economie

Merci de votre aimable attention